

ALTERNATIVE

libertaire



Sommaire N° 203 Février 1998

- 1 [Sauvons une espèce menacée - LE PAUVRE](#)
- 6 **SYNTHESE - La pensée unique - Marina, La table à palabre**
- 5 **EN MOUVEMENT - Pour chômer la fête haute - La Zone**
- 7 **FEUILLETON PHILOSOPHIQUE - Remisons à point - Chiquet**
- 9 **NOTE DE LECTURE - Etat de peur - Claudio**
- 11 **DROIT D'ASILE - Les centres fermés, ouverts pour qui ? - C4**
- 13 **EDUCATION - Pédagogie sociale et projet de société - J-M Lange**
- 15 **DIALOGUE - Conversation entre Xavier et Chiquet Mawet**
- 17 **THEATRE-ACTION - La vie comme elle est - La Zone**
- 19 **EN MOUVEMENT - Camp'anar au rapport - Michelle Beaujean**
- 21 **CHRONIQUE - Pendant le naufrage la rigolade continue - Michel Noirret**
- 23 **HISTOIRE - La Colonne de fer - Le Testament d'un incontrôlé**
- 29 **EN DEBAT - Socialisme, hier et aujourd'hui - Jean-Paul Depouhon**
- 33 **TIERRA ET LIBERTAD - Karl Marx et le jardin - Yves Le Manach**
- 35 **QUESTION - Transformer une jacquerie en une révolution - Gun**
- sup **SUPPLEMENT - La feuille de résistance de [Chômeurs, pas chien !](#)**

Sauvons une espèce menacée

LE PAUVRE

LU SUR INTERNET / DANIEL MERMET /
[HTTP://WWW.GLOBENET.ORG/CHRONIQUEUR](http://www.globenet.org/chroniqueur)

**Au seuil de l'hiver rigoureux, une menace pèse :
aurons-nous encore assez de pauvres pour toutes nos bonnes oeuvres ?**

Guerre à la pauvreté, déclarations gouvernementales, croisades charitables. Le pauvre est traqué, la pauvre va disparaître. Imaginons un monde sans pauvres : plus de petits ventres vides, chez nous plus de érémites, plus de sans-logis, c'est l'Abbé Pierre sans béret, les médias sans sujet, les restos du coeur avec un pacemaker. Plus de pauvres, comment soulager ma conscience, comment apprécier mon confort, comment me donner à moi-même l'image d'une petite Mère Teresa ? Imaginez le pauvre qui refuse ma petite pièce, disant : " *Non merci, vous m'avez déjà donné* ".

Plus de pauvres, ça signifie plus d'épouvantail, plus de repoussoir, plus de défouloir. Qui mépriser ? Quelle pédagogie pour mes enfants ? On connaît toutes les fortes vertus, tous les grands principes que le pauvre suscite.

Échapper à la pauvreté, voilà le seul vrai sens de la vie. S'il n'y a plus de pauvres il n'y a plus de riches, et s'il n'y a plus de riches on ne peut plus devenir riche et alors tout fout le camp, notre rêve est rendu impossible, nous enrichir !

Du pognon, du pognon, du pognon. *Gold is god*. Tout ce que nous adorons, de Tapie à la Reine d'Angleterre c'est des riches... Or, s'il n'y a plus de riches, on ne peut plus espérer devenir riche, et c'est cet espoir-là qui nous fait vivre, qui fait qu'on encaisse, qui fait qu'on fait marcher la machine sans moufeter, qu'on se fait jeter en silence. Le pauvre, c'est l'ordre du monde. Le pauvre c'est la paix du monde.

"*Vive le pauvre !*". C'est le vrai progrès, l'authentique modernité, il y a toujours eu des pauvres, la pauvreté fonde l'histoire du monde, le pauvre c'est l'avenir de l'homme. Il nous faut des pauvres. Combien ? Une société prospère compte beaucoup de pauvres. Qu'on ne le voie pas trop, certes, mais ici et là pour orner la sortie d'une messe, pour pimenter un reportage de télé un soir de Noël, Monsieur le Pauvre en noir et blanc avec un accordéon famélique. Il sera content le pauvre, un sourire éclairera son visage douloureux, montrant ses trois vieilles dents aux caméras, quelle plus belle récompense ? Oh, certes, le pauvre est un souci, c'est une nuisance parmi d'autres. Il faut le surveiller, le repousser quand il incommoder la vue ou l'odorat, quand il compromet l'atmosphère d'une rue commerçante, quand il fait ses besoins à votre porte, mais il faut surmonter votre dégoût, le mieux est d'avoir vos pauvres, quelques uns dans le voisinage, ou même quelque part dans le

vaste monde. La mondialisation du pauvre est vieille comme le monde. Il faut certes le nourrir, mais pas trop, il faut que les côtes restent saillantes, que le ventre de l'enfant reste ballonné, et avant tout mettez des gants, il arrive que le pauvre morde la main qui le nourrit. Cela indique qu'il a assez de force pour vous mordre : il aura trop mangé. Il convient alors de prendre les mesures. Mais c'est rare qu'on y soit contraint. Le pauvre ne se révolte pas. Il ne perturbe pas l'ordre social. La pauvreté rend imbécile. On peut le déplorer.

Et puis sans le pauvre comment sentir le passage des saisons ? Tout comme le Beaujolais ou les collections d'hiver il y a la mort du pauvre sous son tas de cartons à cause de la froidure et de l'indifférence de la société sans coeur, la méchante... Cette saynète est un rituel saisonnier comme les santons pour la crèche, une purge avant la dinde. Chacun fait son indigné, l'oeil humide, le consensus vertueux, on dévore la victime, on prend des mesures... des mesures de quoi ? Les mesures du cercueil peut-être... D'ailleurs je m'adresse à toi ami pauvre, toi qui viens de trouver cette feuille de papier journal autour d'un morceau de pain rassis, au nom de tous je te dis merci pour le rôle indispensable que tu tiens depuis toujours.

Sans toi la vie n'aurait plus de sel, plus de sens. Supprimer la pauvreté c'est comme supprimer la mort. Et quel goût aurait mon caviar si toi le pauvre tu pouvais en bouffer ?

Daniel Mermet

Journaliste, *Là-bas si j'y suis*, France Inter. Dernier ouvrage paru : *La Cazzara*, Jean-Paul Rocher éditeur.



*une ouverture sur toutes les
dissidences*

Chômeur, pas chien !

[Naissance d'une révolte, affirmation d'une résistance !](#)

[Fiche signalétique](#)

[Polémique avec le journal Syndicat de la FGTB](#)

[Vers l'Internationale des sans-emplois](#)
[Occupation de l'ONEm à Liège. Poisson d'avril](#)

René Binamé
(le groupe musical le plus anar de Belgique)



Le Collectif sans nom
(Centre social de Bruxelles)

[Communiqué de presse du 21.04.98](#)
[Petite histoire du Collectif sans nom](#)
[Stratégies de résistance](#)
[Chronique d'une occupation annoncée](#)
<http://perso.infonie.be/den11/occupati.htm>

Groupe de refus de l'article 342 (324 bis)

[Non au délit d'appartenance](#)

Le Centre Anarchiste de Gand

[Présentation](#)

Coordination Autonome des Travailleurs

[Leur domination a assez duré !](#)

Liaison Antiprohibitionniste

[Présentation](#)

Kollektif PAVé (Place Au Vélo)

[Présentation](#)

Les Cafés politiques

[Le site](#)

Chômeur, pas chien !

Naissance d'une révolte, affirmation d'une résistance.

*Je suis chômeur / Je ne l'ai pas cherché /
et personne n'a le droit / de me traiter / comme un chien. /
J'ai ma dignité / d'être humain / et le droit de vivre /
et faire vivre / ma famille décemment. /
Je veux mener librement / ma vie sociale, / culturelle, /
et amoureuse / comme les autres, / sans être pisté par /
des inspecteurs acharnés. / Je refuse la fatalité. /
Ca doit changer.*

Tel est l'appel lancé par " Chômeur, pas chien ! ", afin de manifester son refus d'une société qui fait de l'injustice sociale une religion abrutissante.

Composé de chômeurs et d'associations diverses, le collectif se propose de mettre en œuvre des moyens d'action concrètes pour dénoncer les pratiques discriminatoires qu'installe la réglementation en usage à l'encontre des sans emploi et lutter pour obtenir leur suppression.

En effet, privé d'emploi, l'individu est chassé de l'espace démocratique et se voit confiné dans un statut de sous-citoyen, rappelant de façon sinistre le régime imposé aux juifs sous l'occupation nazie :

- Assignation à résidence : le chômeur n'a pas le droit de loger ailleurs que chez lui, ni d'héberger quiconque, sous peine de sanction pour cohabitation non déclarée.
- Contrôle des déplacements : le chômeur n'a pas le droit de quitter le territoire en dehors des périodes de vacances qui lui sont accordées.
- Remise en cause de la liberté d'association : le chômeur ne peut être membre d'une association ni y participer de manière bénévole sans s'être soumis préalablement à l'approbation de l'ONEm.
- Le contrôle des activités sociales et culturelles : le chômeur ne peut ni rendre service ni en recevoir sans être immédiatement soupçonné de travail en noir ou

accusé de concurrence déloyale au secteur commercial.

Ce constat ne sera pas une découverte pour tous ceux qui connaissent des chômeurs, cependant, la confrontation directe et physique avec la réalité du chômage ne peut qu'éveiller une réaction viscérale de révolte et donc une souffrance que seule peut soulager l'action.

C'est ce qui est arrivé à un certain nombre de personnes qui, depuis quelques mois, ont décidé de ne pas en rester à une critique confidentielle et passive, mais de communiquer leur colère à l'ensemble de la société.

Résister.

Comment s'y prendre ?

La première difficulté est la différenciation sociale et culturelle des chômeurs. Ils en sont souvent eux mêmes tellement imprégnés qu'ils ne se parlent même pas, mentalement pressés de quitter l'oisiveté imposée dont ils se sentent coupables.

La deuxième difficulté, sans doute la plus âpre à surmonter, c'est ce sentiment de honte savamment entretenu par toutes les institutions qui valorisent le mythe de la réussite professionnelle individuelle comme seul facteur pertinent d'intégration et de participation sociale digne.

La troisième difficulté se retrouve précisément dans cet individualisme acquis : beaucoup sont incapables de concevoir qu'ils appartiennent à un nouveau groupe social sacrifié, une nouvelle "classe" qui s'ignore

encore et se persuadent que leur situation personnelle n'est qu'accidentelle, refusant de comprendre que le chômage est une composante structurelle du paysage économique depuis plus de 20 ans.

Il est donc apparu aux membres de Chômeur, pas chien ! qu'il fallait retrouver la parole, d'abord et avant tout pour faire sauter la mystification dont nous sommes tous les victimes : "Si tu veux vivre, mérite le". En conséquence, nous nous sommes d'abord répandus dans les files de pointage, porteurs du texte de l'appel ci-dessus, dans l'intention de créer une familiarité non seulement entre l'association et les chômeurs, mais également entre les chômeurs eux mêmes.

Ô prodige : même dans une file de pointage, interpeller les gens suscite immédiatement des réponses. Le jour de notre première intervention, quelques chômeurs sont venus nous retrouver à la réunion au cercle Carlo Levi à Liège.

Deux jeunes nouveaux nous ont proposé d'agir de manière à obtenir que, dans chaque bureau, deux ou trois chômeurs "locaux" se mettent à parler aux autres, en diffusant l'appel et qu'ainsi s'installe une espèce d'archipel de la parole et de la conscience en action. C'est à quoi s'attachent désormais les équipes qui sillonnent les files de pointage les 3 et 26 de chaque mois, à Liège, à Verviers et bientôt à Charleroi et à Bruxelles.

Des comédiens de la troupe des Acteurs de l'Ombre, venus spontanément se joindre dès le début à Chômeur, pas chien ! nous ont inspiré une initiative d'intervention théâtrale rendue possible grâce à leur soutien et leur concours. Le théâtre dans les files de pointage est, jusqu'ici dans notre parcours, la démarche la

plus libératrice, en assistant à la représentation à peine caricaturée de l'existence qui leur est faite, les chômeurs ont osé rire, se fâcher et s'impliquer, confondant parfois la fiction avec une possible réalité, certain(e)s ont volé au secours des "victimes", d'autres ont menacé les acteurs qui jouaient les inspecteurs de "l'Office National de l'Exclusion massive", personnages éminemment antipathiques et pas forcément éloignés de la réalité.

La mise en place d'un espace rencontre au Cercle Carlo Levi a découlé presque naturellement de ces interventions théâtrales qui, au delà du rire, ont provoqué parmi les chômeurs un intérêt et une volonté de ne pas en rester là. Les chômeurs peuvent désormais s'y rencontrer tous les premiers mercredis du mois, de douze à quatorze heures. Les nouveaux sont accueillis par les anciens, sans qu'aucune hiérarchie ne joue : chacun, en son nom, parle aux autres de ses problèmes, de sa vision des choses, de ses désirs. Ensemble, nous apprenons comment nous défendre face à toutes les agressions dont est capable l'administration. Ensemble, nous cherchons les meilleurs angles d'attaque pour faire valoir les besoins prioritaires de chacun, qui ne sont pas, à notre avis, comment frauder le fisc, mais bien comment vivre ensemble dans un système économique dont le fonctionnement exige toujours moins de travailleurs. Dès que l'intendance suivra, des équipes se relaieront pour assister les chômeurs soumis à une visite domiciliaire. S'ils souhaitent notre témoignage, nous seront présents, prêts à rendre publics les dérapages.

Revendications

Comme on l'aura compris, les revendications de Chômeur, pas chien ! ne sont pas préétablies en fonction d'un programme politique. Elles émergent du vécu douloureux des citoyens sans emploi et d'une réflexion collective que l'association désire étendre à l'ensemble du corps social, travailleurs et chômeurs confondus.

En tout état de cause, nous pouvons dès maintenant affirmer que Chômeur, pas chien ! refuse la pénalisation matérielle et morale, liée au critère de l'emploi. Chaque personne, travailleur, ou non, a droit à des moyens d'existence conformes à la dignité humaine. En effet, les richesses ne sont plus tant le fruit du travail humain que celui des technologies modernes, de l'automatisation et des jeux financiers qu'elles permettent, amenant ainsi un nombre croissant de gens à ne plus avoir de place dans le système de production ou même dans les services.

Devant une telle réalité de deux choses l'une...

- Ou, comme l'affirme le professeur Ian Angel au Management Center de la multinationale Unisy : Il ne sert à rien de vouloir donner les mêmes chances à chacun [...] les technologies actuelles redéfinissent complètement les marchés. Il y a six milliards d'humains sur terre, dont cinq milliards ne pourront jamais être utilisés. Il ne sert à rien de vouloir les aider (L'Écho de la Bourse, 05.07.97).
- Ou alors, nous considérons que, n'ayant pas le choix de naître, aucun être humain ne peut être déclaré "en trop" par d'autres êtres humains dont on peut se demander d'où ils tirent leur prétendue légitimité d'exister au détriment des autres.

Dans l'immédiat, Chômeur, pas chien ! revendique la suppression des mesures qui

tendent d'abord à l'élimination politique et culturelle des sans emploi, ainsi qu'à leur précarisation matérielle.

- Non au statut de cohabitant, l'allocation doit être comprise comme un droit individuel et correspondre à la quotité insaisissable d'un revenu.
- Non aux contrôles portant atteinte à la vie privée et aux droits constitutionnels.
- Non au travail obligatoire dans les ALE et aux formations bidons imposées.
- Non aux exclusions pour raisons administratives.

Chômeur, pas chien !
c/o Carlo Levi, 48 rue Saint-Leonard, 4000 Liège
Téléphone 087 / 37.63.70

Fiche signalétique

Chômeur, pas chien !

Chômeur, pas chien ! est un collectif qui rassemble sur un pied de stricte égalité des personnes et quelques associations liégeoises, décidées à combattre activement la mise en place d'un apartheid social fondé sur l'accès du citoyen à l'emploi.

Libre de toute attache institutionnelle, partisane ou syndicale, l'association appelle les chômeurs à se rassembler là où ils se retrouvent, à se parler et à s'organiser pour résister à l'entreprise de destruction dont ils font l'objet.

C'est dans cette perspective que le groupe théâtre de Chômeur, pas chien ! intervient dans les files de pointage: susciter le rire, éveiller la parole, aider à exprimer colère et désirs, nouer des contacts est le préalable à une réflexion collective sur ce qu'on appelle l'exclusion par la perte d'emploi: avec les autres chômeurs, nous refusons d'être tenus pour responsables d'une situation sur laquelle nous n'avons aucune prise et nous nous engageons à combattre les mesures, dispositions, décrets et lois qui installent une discrimination entre les citoyens: statut de cohabitant et article 80, limitation des libertés d'association, de création, de déplacement et neutralisation de la présomption d'innocence en cas de conflit avec l'administration. Nous estimons également que les taux d'allocations doivent être calculés d'après les besoins réels des individus et non comme l'obole d'une société fondamentalement injuste pour ceux avec qui elle ne veut plus rien partager.

Pour aider les chômeurs à prendre en mains la défense de leurs intérêts et des groupes locaux à se mettre en place, **Chômeur, pas chien ! organise tous les premiers mercredis du mois, de 12 à 14 heures, au cercle du Carlo Levi (asbl), 48 rue Saint-Léonard, 4000 Liège, un espace-rencontre ouvert à tous ceux qui désirent nous rejoindre dans l'action.**

POUR PLUS D'INFOS 087/37.63.70

Communiqué de presse du 15 février 1998

Chômeur, pas chien ! et le journal *Syndicat* édité par la FGTB

C'est avec une certaine stupéfaction que sur la page de couverture au titre monumental et explosif de **Chômeur, pas chien !**, des membres de l'association du même nom viennent de découvrir dans le journal *Syndicats*, bimensuel de la FGTB, en date du 13 février 1998, un dossier sur le chômage allant jusqu'à reprendre des témoignages qui avaient été confiés par des chômeuses à certains d'entre nous lors de nos interventions dans les files de pointage, sans qu'il soit fait une seule fois référence à l'association elle-même, ni à nos actions.

Depuis ses débuts, au mois de juin 1997, **Chômeur, pas chien !** s'efforce avec un succès grandissant de rendre public le scandale que constitue le régime d'apartheid social dont sont victimes les chômeurs en Belgique: en utilisant comme critère distinctif l'accès à l'emploi, le Ministère de l'Emploi et du Travail, sous la tutelle de gouvernements complices, a mis en place une réglementation qui prive une catégorie croissante de citoyens de leurs droits constitutionnels (inviolabilité de la vie privée, liberté d'association et de déplacement, neutralisation de la présomption d'innocence etc.).

Par les modalités de son application à travers les contrôles de l'ONEM, cette réglementation a pour effet de détruire chez les chômeurs tout sentiment de liberté et d'appartenance à une communauté solidaire (par exemple, un chômeur ne peut aider une personne ou venir à son secours sans risquer d'être sanctionné sur soupçon de travail en noir).

Nous ne pouvons que nous réjouir des prises de position relayées par *Syndicats*: si elles sont le reflet d'une indignation sincère devant le déni de démocratie que signifie l'actuel fonctionnement de l'ONEM, elles annoncent sans aucun doute une énergique offensive visant l'éradication du cancer qui prolifère depuis plus de vingt ans à travers la législation sociale sous couvert de gestion du chômage.

Dans cette perspective, et en précisant qu'elle ne devrait en aucun cas se limiter à un dérisoire relèvement du plafond de pauvreté (fixé par le taux scandaleux de la plupart des allocations de chômage, ainsi que des minimex), nous sommes prêts à nous associer avec enthousiasme aux actions que programmeraient les organisations syndicales pour exiger, puisqu'il faut à nouveau le faire, le droit de chacun à vivre dignement, quel que soit son âge, son sexe, sa race, ses idées et son statut par rapport au travail disponible.

A cet égard, nous serions vraiment rassurés si une publication comme Syndicats (cent mille exemplaires) ne s'octroyait pas le droit de s'emparer sans le moindre égard du nom d'une association de bénévoles désargentés telle que la nôtre et de témoignages que nous avons récoltés sur le terrain (sous le titre: "Une chômeuse appréciait les déodorants masculins") sans y faire une seule fois référence et sans essayer de lever les inévitables malentendus qui ne manqueront pas d'apparaître.

Puisque Syndicats, manifestement en panne d'imagination, n'a pas cru bon de le faire, nous tenons à préciser ici que l'association Chômeur, pas chien ! n'a rien à voir avec la FGTB, pas plus qu'avec aucun autre syndicat ou parti politique. Notre association se veut libre de toute attache institutionnelle, pluraliste, ouverte à ceux qui veulent résister aux dérives sinistres d'un pouvoir refusant obstinément d'organiser notre société de manière solidaire et harmonieuse, en dépit de l'abondance de biens et de richesses qu'elle est devenue capable de produire.

Pas sectaire, Chômeur, pas chien ! accueille les syndiqués comme les non-syndiqués et est prête aux alliances ponctuelles sur le terrain, animée du seul souci de renforcer le mouvement qui se lève spontanément partout en Europe, et espérons-le, dans le monde entier.

Les choix et les orientations qui se décident aujourd'hui détermineront si les hommes sont dignes de l'idée qu'ils se font de l'humanité. Un bon entraînement serait de s'efforcer d'être toujours clair et respectueux des autres. Même quand on est un peu dépassé.

Chiquet Mawet, membre de Chômeur, pas chien !

Contact: Carlo Levi asbl, 48, rue Saint-Léonard, 4000 Liège, tél.: 087 / 37.63.70

COMMUNIQUE DE PRESSE

Chômeur, pas chien !

Chômeur pas chien ! se réjouissait de l'action concertée et résolue du front commun syndical pour occuper les locaux de l'ONEm au finish, le... 1er avril 1998.

Il n'y a pas eu d'occupation... mais bien une invitation du Directeur de l'ONEm à nous écouter, pas vraiment à nous entendre.

Nous rappelons cependant que nous exigeons notamment :

- 1) le relèvement conséquent de tous les minima vitaux (chomage, minimex, pensions, invalidité, etc),
- 2) la suppression du statut de cohabitant, chaque personne ayant droit de vivre dans la dignité,
- 3) la suppression de l'article 80 sur l'exclusion pour chômage de longue durée,
- 4) l'arrêt des contrôles de l'ONEm, à commencer par les contrôles illégaux, surtout les contrôles domiciliaires,
- 5) la suppression du travail obligatoire (ALE, formations bidons, etc),
- 6) l'arrêt des exclusions pour raisons administratives,
- 7) le respect des droits constitutionnels et des droits de l'Homme : liberté d'opinion et d'expression politique et culturelle, d'association, de réunion, d'aller et venir, de vie familiale et affective, etc,
- 8) le droit à la solidarité active, avec tout ce qui a besoin d'aide ou avec tout pour qui un échange de service est utile,
- 9) l'application de la présomption d'innocence pour toute matière relative au chômage, donc que les sanctions décidées par l'ONEm soient suspendues jusqu'à une décision des tribunaux compétents,
- 10) le retrait des syndicats de toute structure décisionnelle de l'ONEm et de la gestion des allocations de chômage.

Le 3 avril 1998.

Adresse de contact c/o Cercle Carlo Levi
48 rue Saint-Léonard - 4000 Liège
087/37.63.70

Communiqué de presse du 21/04/98

Vers une criminalisation du collectif sans nom ?

Le Collectif Sans Nom occupant le bâtiment vide depuis 9 ans sis aux numéros 2 et 4 de l'avenue de la Porte de Hal, tient à faire le point sur un éventuel délogement.

Suite à notre rencontre de ce jour avec M. Charles Picqué, il apparaît que les autorités communales de Saint-Gilles aient renoncé à déloger les occupants légitimes de l'immeuble.

Néanmoins des responsables de la gendarmerie auraient donné l'ordre à la BSR d'étudier une stratégie de délogement.

De ce fait, il apparaîtrait que nous n'avons plus rien à craindre de la police communale mais bien des brigades mobiles de la gendarmerie.

Face à ces différentes informations le Collectif Sans Nom pose certaines questions :

L'autorité communale de Saint-Gilles transférerait-elle le problème "Centre Social" comme on se passe une patate chaude du côté du pouvoir plus occulte qu'est la gendarmerie?

En effet, vu le soutien des habitants du quartier et du monde associatif local, l'image publique d'un homme ou d'une coalition disant pratiquer une politique sociale et d'ouverture pourrait être ternie.

Qu'en est-il d'un mot comme " démocratie " dans un pays où la contestation du tout au marché et du seul critère du profit se voit réprimée, où la remise en cause des structures institutionnelles se voit étouffée dans l'oeuf, expulsée?

Le Collectif Sans Nom a pris le choix individuel et collectif de passer dans la résistance et de construire en actes les valeurs qu'il porte.

Il sait par l'histoire, que les idées de solidarité, d'autonomie et de liberté ne passent pas par les grands discours ni par leurs inscriptions sur des monuments.

Ces idées vivent dans l'acte, dans la pratique quotidienne, dans la rencontre concrète des êtres humains.

Alors si les autorités publiques (gendarmerie, police communale ...) pensent qu'en utilisant la force de la répression, ils tairont notre soif de justice et de liberté, ils mettent le doigt dans un sinistre engrenage.

Vu le manque de raisons légitimes qu'aurait la gendarmerie pour nous expulser, nous craignons qu'ils tentent de faire usage de prétextes fallacieux tels usage de drogue, faits de moeurs, ou autres.

Nous tenons enfin à signaler qu'une équipe de télévision est présente sur les lieux 24h/24h à partir de ce mardi 21/04/98 afin que l'opinion publique puisse être informée des méthodes employées par la gendarmerie.

Collectif Sans Nom

2-4 Avenue de la Porte de Hal - 1060 Bruxelles

Tel : 503.39.98 - Fax : 779.59.00 - Urgence :

075/49.98.09.

[e-mail : occupation@infonie.be](mailto:occupation@infonie.be)

***EN MOUVEMENTS / À PROPOS DU PROJET
D'UN...***

Centre Social à Bruxelles

Petite histoire du Collectif Sans nom.

Le Centre social est composé de petits groupes autant que d'individus (qu'ils soient chômeurs en majorité, mais aussi étudiants et travailleurs) qui se sont rencontrés "au gré de la vie" ou lors d'activités à caractère social, par exemple, lors des Marches européennes contre l'exclusion et la précarité en 1997, l'occupation de bâtiments vides à Bruxelles, des manifestations diverses...

Nous nous situons plutôt dans une histoire, une mouvance, un réseau qui

s'inspire de certaines valeurs héritées du passé et retravaillées à l'aube de nos singularités.

Si nous pouvons dire que nous nous retrouvons sans doute toutes et tous derrière certains mots tels que liberté, résistance, autonomie, création, solidarité... Nous nous opposons aussi à une conception du monde qui réduit l'humain à une marchandise ou à un objet...

Le lien qui réunit le Centre social est double...

D'une part, la réappropriation de bâtiments vides dans Bruxelles pour y vivre et d'autre part pour y construire à l'intérieur une multitude d'actions, d'expériences, d'activités... au gré des envies singulières et collectives, telles que des collectifs d'auto-formation, d'affichage, de chômeurs, de réseau inter-squats, ou encore des ateliers de peinture, d'écriture, de photo, de musique, de danse, de théâtre, etc....

Ce projet ne se construit pas autour d'un programme, ni d'une ligne politique mais plutôt en relation avec des idées, des envies, celles d'expérimenter et de créer d'autres formes de vies, de relations, de tracer des lignes de liberté, de résistance et de solidarité...

Ce n'est pas le discours qui fait le projet, c'est l'acte qui le construit, excepté si on imagine que la liberté, la résistance, la création est affaire de panthéons, de monuments, formant des entités abstraites, tout aussi abstraites que les flux financiers, qui en arrivent à nous donner l'impression que nous ne pouvons avoir prise sur eux.

À défaut de penser le monde, la liberté, la... il nous reste à penser notre situation. Et c'est à l'intérieur de celle-ci que l'acte se met en mouvement, que les idées se construisent, qu'elles s'expérimentent dans le quotidien banal de la vie et qu'elles ne se trouvent jamais achevées mais en perpétuel devenir. Cette libération du quotidien se base sur une pratique et une organisation touchant à l'ensemble des aspects de l'existence (politique, social, culturel, économique, artistique...).

Des questions... et des possibles !

Le premier acte que nous posons est celui de se réapproprier des maisons / bâtiments vides. Par cet acte nous mettons en avant deux questions....

1. Quelle est la légitimité de la propriété privée quand l'on ne fait pas usage de son bien ?

2. Quelle est la légitimité politique, quand celui-ci laisse libre cours au spéculateur et autre financier de modifier, de détruire l'espace public commun et de précariser les conditions de vie et de logement ?

Ces questions ouvrent deux possibles.

1. Par le fait même que ce bien n'est plus utilisé, et se dégrade nous prenons la responsabilité individuelle et collective de se le réapproprier.

Contre les lois du monopole, de l'accumulation et de la spéculation (valeur d'échange du bien immobilier), nous prônons l'utilisation du bien pour sa valeur intrinsèque (valeur d'usage): nous avons besoin de ces espaces inutilisés pour développer nos projets et pour y vivre.

2. L'usage de ce bien dépasse la seule revendication du droit au logement en s'articulant dans un mouvement ample et multidimensionnel. Tout d'abord, l'occupation entraîne une remise en question de l'organisation urbanistique et spatiale soumises aux lois du marché. Ensuite, l'occupation

.....
pose les bases d'une alternative aux valeurs dominantes de notre société : individualisme, rationalité, compétitivité, etc. Elle propose de construire d'autres modes de relations politiques, sociales et culturelles: solidarité, coopération, émotionnalité, création, échange, égalitarisme, participation collective...

Le choix est donc pris de tenter de s'ouvrir à ce mouvement qui prendra dans un premier temps appui sur trois notions: le culturel, le politique et le social. C'est à l'intérieur de ceux-ci que les idées de liberté, de résistance et de création voyageront.

Le culturel

Le culturel est porté par le désir de créer. La création c'est l'acte qui vise à transformer, à faire surgir, à produire de nouvelles formes.

La culture est la mise en lumière de ce qui est occulté par la réalité. Elle pousse le regard, elle dévoile l'imaginaire, elle met en scène d'autres aspects de nos vies.

En tant qu'acte de création, la culture trouve difficilement sa place et son expression dans une société régie par la loi du profit, à l'intérieur de laquelle se joue la répétition du même, la transformation de l'acte singulier en objet et en produit mercantile.

Par là même, il n'est pas étonnant que dans une société portée par le quantitatif, par l'utilitaire, l'acte singulier de création trouve difficilement son lieu d'expression.

Cette manière de voir la culture s'ouvre à tous les domaines de l'expression humaine.

Mais ce que nous voulons faire surgir dans ce point, c'est l'aspect de la culture pris dans son sens artistique. Et qui prendra la forme de différents ateliers artistiques: photo, peinture, théâtre, danse, cinéma, littérature, dessin...

Le politique

Le politique porté par le désir de liberté. Celui-ci s'exprime et s'inscrit à côté de la "grande marche du monde". Nous ne voulons non pas nier celui-ci,

ni le rejeter en bloc, mais disons que les images, bien réelles, véhiculées entre autre par tous ces hommes de pouvoir ne correspondent pas à notre réalité. Leur langage, leurs façons cyniques de se comporter, l'absolutisme de leur pensée gestionnaire, leurs visions totalitaires du monde laissent très peu de place à un autre imaginaire et à une autre pratique.

Leurs actes ne produisent pas autre chose qu'un lendemain terne et gris.

Notre présent s'exprime par le chômage, par la précarité, par la réification de l'être humain, par la robotisation de nos existences, par une consommation compulsive, par des droits sociaux de plus en plus rabotés, par une compétition aveugle se souciant d'un seul critère: la marche de la bourse...

Notre horizon n'est guère plus beau : crise financière, vache folle, trou d'ozone (et autres dégâts écologiques), famine...

À ce monde, à ces images, à cette réalité nous ne pouvons que faire un pas de côté et construire une situation s'ouvrant sur un autre possible, un autre devenir, une autre liberté...

Expérimenter dans ces espaces libérés, d'autres façons de penser et de faire. Mettre en route une pensée vivante, en perpétuelle critique ne se laissant pas réduire à quelques dogmes ou autres généralités prétendant définir ce qui est et ce qu'il adviendra.

Nous disons plutôt que nous ne savons pas ce que nous sommes, ni où nous allons.

Les seules choses que nous savons c'est que les actes que nous posons maintenant, nous construisent pour demain.

Le fait d'occuper, de se réapproprier des bâtiments vides est un acte autant qu'un moyen. Un acte comme nous le disions plus haut qui questionne la nature du droit privé comme la légitimité politique du "laisser faire".

L'occupation est un moyen et un acte en soi qui permet de remettre en cause et de lutter contre la spirale financière de la spéculation immobilière et la loi des propriétaires (loyers prohibitifs, individus sur le trottoir...).

C'est aussi la mise en pratique de formes d'organisation, de vie, de relations et d'activités hors de ce qui est fait, imposé et banalisé quotidiennement dans notre système. Notre "faire" s'inscrit dans cette dynamique, rompant avec les formes de médiation sociale, se structurant en dehors des modes de représentation classique et mettant plutôt en avant une pluralité dans la gestion et dans l'organisation collective du lieu, nous donnant les moyens de nous réapproprier notre capacité de production sociale et matérielle. C'est à dire tenter de faire jouer en permanence le couple singulier - collectif.

Ces lieux permettent autant une réalisation personnelle qu'un épanouissement collectif. Le développement collectif ne se fait cependant pas aux dépens des spécificités des individus. Au contraire, la collectivité se fonde et se consolide grâce et par la diversité des personnes, la créativité et la richesse qui découlent de la rencontre de différentes subjectivités. Cette subjectivité nouvelle permet de fuir les valeurs aliénantes et limitatrices de notre société: patriarcat, travail salarié, militarisme, nationalisme...

Nulle mélancolie, nul idéalisme juste prendre et essayer de multiplier notre puissance de faire, de créer individuellement et collectivement dans le seul moment de la vie où nous pouvons avoir une prise partielle sur la réalité, c'est à dire ici et maintenant. Le Centre social est un acte politique de base, son action est locale et rejette le centralisme, la délégation et la hiérarchie. Le groupe se gère et s'organise lui-même de manière autonome face à l'extérieur et crée ainsi sa propre signification.

La liberté n'est pas affaire de demain mais de présent !

Le social

Le social porté par ce désir de résister. Résistance face à cette situation, décrite plus haut, où notre seule perspective, où notre seul présent est celui du chômage, de la précarité, de la consommation, de la sérialisation, de la hiérarchie, du sexisme, de la xénophobie...

Résister non pas par la crainte d'être exclu (puisque nous faisons bien partie de ce monde), mais par celle de n'avoir même plus le droit d'exister en tant qu'étudiant, chômeur, précaire de tout poil, mais aussi femme, étranger, sans-abri... Comment exister quand on est pris dans les entrailles de cette machine de destruction, de paupérisation que l'on nomme pompeusement libéralisme ?

En ajoutant à cela la misère d'un quotidien rempli de cet imaginaire du plein emploi, du vote démocratique, du droit d'expression pour tous... Celui-ci étant construit par notre histoire et maintenu par les différentes instances autorisées à se pencher sur le problème. Celles-ci règlent, codifient, répriment, suggèrent cette réalité à ceux qui justement ne la vivent pas. Notre objectif est de briser ce consensus régnant autour de ce système à travers l'intégration symbolique.

Pour ces raisons, nous refusons de voir la marginalité dans laquelle on nous a confiné comme quelque chose de dramatique. Au contraire, ces "limbes" sociales nous apparaissent plutôt comme des espaces possibles de libération des normes du système, des lieux permettant l'autodétermination. "Un message fort" disent-ils, quand nous considérons les chômeurs, les compressés du travail, les nouveaux journaliers comme des victimes de la guerre économique et non pas comme les coupables de celle-ci.

Résister c'est craindre mais c'est aussi espérer. Espérer qu'en se mettant ensemble, en multipliant les rencontres nous pouvons petit à petit sortir de l'isolement et vivre plus dignement, comme disent certains.

Résister contre la misère du présent et surtout résister pour.... Pour des espaces libérés où pourront s'agencer des créations individuelles et collectives et où un devenir aura une place.

"Seuls les nouveaux nomades sont encore capable de trouver une oasis dans le désert, une île dans l'océan, un espace d'apparition de la liberté" écrit Hannah Arendt.

C'est paradoxalement le seul choix qui nous reste si nous ne voulons pas mourir de n'avoir pas vécu.

Les projets

Les différents collectifs qui s'implanteraient dans le lieu sont repris dans cette rubrique. Ils ont déjà commencé à exister. Néanmoins, la nécessité d'un lieu permanent se fait sentir. En voici les principaux :

- Atelier de peinture, endroit où serait disponible du matériel de peinture, s'ouvrirait à d'autres types d'activités : photos, sculpture...

- Collectif maisons vides. Recensement des bâtiments vides dans Bruxelles. Action relative aux maisons vides visant à mettre en évidence et réfléchir sur les problématiques urbaines et urbanistiques (chancres, spéculation, relation habitants-ville...). Pression sur les autorités, les propriétaires pour tenter de modifier la situation. Aide pratique pour les squatters via une permanence juridique.... Mise en place d'un réseau entre les différents squats de Belgique, réseau qui se concrétise par des actions de solidarité et la publication d'une feuille informative.

- Atelier "mouvement et danse". Cet atelier a pour objectif de permettre aux danseurs /artistes de mouvement de répondre au problème du coût exorbitant des locations de studio. Il offrira la possibilité de mener ses propres recherches artistiques en dehors de toute contrainte financière. Concrètement, l'atelier "mouvement et danse" sera un lieu de rencontre entre différentes pratiques et cultures de la danse. D'autre part, des spectacles pourront se monter en dehors de toute chasse aux subsides. En dernier lieu, les participants à l'atelier partageront leurs pratiques avec tous les amateurs intéressés lors d'ateliers : stages.

- Groupe lié aux droits des femmes. Ce groupe tourne autour de deux axes: la sensibilisation aux droits des femmes, sensibilisation qui reste d'actualité vu l'inexistence de ces droits dans de nombreuses parties du monde et la mise en valeur des luttes féministes et l'histoire de celles ci.

- Diffusion d'un journal. Le journal en question sera un périodique fonctionnant par thèmes et se revendiquant être un journal d'opinion. Lors de la première semaine d'occupation du bâtiment des Mutualités Socialistes, une première équipe de rédaction a vu le jour et a rassemblé une série de textes (infos, opinions, mais aussi poésies et dessins satiriques) qui seront publiés dans un premier numéro qui paraîtra prochainement...

- Collectif d'information. La création d'une librairie alternative. Celle ci vise à mettre à disposition en permanence des livres, des brochures, des tracts... ; le prêt de bouquins chers ou introuvables et la vente de brochure au prix coûtants. L'édition de textes, revues... La création d'affiches, de brochures et d'un journal mural, journal qui se couple avec des groupes militants. mise à disposition d'un matériel d'impression pour des individus, des groupes n'ayant généralement pas accès à l'édition

- La vidéothèque. La vidéothèque mettra à disposition du public des cassettes, essentiellement documentaires, qui pourront être visionnées en permanence dans une sorte de "salon vidéo".
- Atelier Hip Hop. Le but de cet atelier est de permettre à des jeunes m.c. (rappeurs) d'exercer pleinement leurs disciplines artistiques. Deux aspects de la culture hip hop seront abordés à travers cet atelier : l'écriture de textes et la mise en voix de ceux ci. Tout d'abord, le premier aspect, l'écriture de textes, vise à créer un endroit permettant l'écriture, celle ci inspirée et transmettant un savoir basé sur l'expérience et la pratique, faire que se rencontrent différents rappeurs afin qu'ils puissent échanger, mettre en commun leurs passions (danse, musique, chant). Le deuxième aspect de cet atelier, de cet espace créé pour la culture hip hop, est la mise en voix, le chant. Pour cela, nous mettrons du matériel de base à disposition, c'est à dire, platine, micro, baffles, nous organiserons des rencontres entre "professionnels" et "amateurs" afin qu'il y ait échanges de savoirs, de techniques. Des concerts, comme des Free style, seront le lieu de rencontre et de découverte entre les rappeurs et leur public.
- Collectif d'autoformation. Rencontres, échanges de savoir, formations avec "spécialistes", travail collectif autour de livres, visions de films / documentaires, conférences, débats, ce collectif peut prendre plusieurs formes. Quelques buts : un questionnement sur la réappropriation du savoir dans un espace non institué (comme l'école, l'université, les formations orbem...) ; ce collectif est un lieu où l'on s'arrête pour prendre le temps de penser notre pratique, qui peut nous aider à mieux comprendre le monde dans lequel nous vivons ; et pourquoi pas nous donner des outils pour agir collectivement ou individuellement dessus. Ce collectif existe depuis deux ans, des sessions de formations se sont déroulées avec notamment Ricardo Petrella, Jacques Gouverneur, Miguel Benasayag...

Espaces de rencontres

Nous voulons des espaces de rencontres ou de simples retrouvailles pour toute personne ayant comme préoccupation l'Image (photo, graphismes, illustrations, vidéo...) et son rôle en tant qu'outil de communication.

1. Salon de l'image Cadre dans lequel pourraient être organisés des temps de réflexion et d'échanges.
2. Séminaire avec des "professionnels" de l'image par exemple Raymond Depardon (photographe, cinéaste), Jean Brohé (photographe), Martin Parr (photographe), Nan Goldin (photographe).
3. Création d'un journal, d'un fanzine, d'une revue en lien avec le collectif d'affichage, le collectif bd où tout autre personne désireuse d'animer un organe de presse.
4. Lieux d'accueil et d'exposition. Lieux de laboratoire et de création.
5. Création suite à la venue de ce beau monde, d'une "banque" d'images,

d'archives... en vue d'une plate forme de diffusion indépendante, réalisation d'un site web.

- Collectif "Relations Nord-Sud". Ce collectif servirait de base de réflexions et d'activités concernant les réalités sociales, économiques et politiques des régions que l'on se complaît à appeler "pays du tiers-monde". L'objectif est de relier ces réalités aux intérêts politico-économiques occidentaux, notamment la pratiques des multinationales, F.M.I., etc. Le travail du collectif inclus: une critique du travail des ONG ; la publication de textes d'information et de sensibilisation ; conférences, débats, discussions... avec des invités divers ; la prise de contact et l'établissement d'une plate-forme d'expression pour des groupes autonomes de ces régions ; la diffusion d'œuvres culturelles d'habitants et de réfugiés des pays du Sud.

- Ateliers d'écriture. Le mot est le substitut de toute pensée humaine et sert de support à toute action, programme, idéologie, philosophie... L'atelier servirait, dans un premier temps, de lieu de réflexion sur toutes les formes du mot écrit. Ces réflexions se baseront sur des textes d'auteurs qui existent déjà, sur la presse écrite, les slogans publicitaires, les calligrammes, etc. selon les envies des participants. Dans un deuxième temps, on envisage la production de textes littéraires, politiques, journalistiques ou philosophiques. La diffusion de ces textes dans différentes publications (existantes ou à créer) est également envisageable. De plus, des lectures publiques des textes produits ou d'auteurs invités compléteront les activités de l'atelier.

- Le Collectif Autonome de Chômeurs. Le C.A.Ch. s'inscrit dans une réalité spécifique qui est celle du chômage. À ce titre, ils sont porteurs de revendications spécifiques telles que l'augmentation des barèmes sociaux, arrêt immédiat des contrôles et des répressions de l'ONEM, entre autre, via l'article 80. Mais en tant que chômeurs, ils se situent aussi dans une réalité plus vaste qui est celle d'un système politico-économique régi par les lois du marché, du profit et qui ne se soucie guère du culturel et du social. Autrement dit, le C.A.Ch. veut intervenir sur la situation d'urgence, l'amélioration de celle-ci ainsi que sur ses causes. Ici et maintenant, le C.A.Ch. propose des actions concrètes de résistance revendiquant une amélioration des conditions de (sur)vie de notre sous-classe jugée désormais inexploitable par les puissances économiques planétaires.

Voici les trois axes de travail du C.A.Ch.

- Le collectif organisera des actions locales et multiples en réseau avec d'autres collectifs de chômeurs de tous les pays par rapport à des objectifs précis que nous jugeons indispensables à l'amélioration de notre existence matérielle, sociale et culturelle. A ces diverses exigences, s'ajoute la nécessité d'un nouveau partage des richesses.
- Ce collectif propose également des ateliers d'auto-formation juridique sous la forme, notamment, de rencontres avec des juristes et des confrontations d'expériences, et cela sur les répressions sociales dont nous sommes continuellement menacés.
- C.A.Ch. lancera aussi un atelier de recherche sur notre quotidien de chômeuses-eurs afin d'en dessiner la complexité, la multiplicité voire la nouveauté. Nous pensons en

effet que notre présent renferme des possibles qui méritent d'être exploré. De nombreuses autres activités sont en gestation et verront le jour sous peu. De plus, nous sommes ouvert à toutes les propositions que nous soumettraient les personnes intéressées par le projet.

Centre Social de Bruxelles
Collectif Sans Nom
2-4 av de la Porte de Hal 1060 Bxl
téléphone 02/539.04.55
télécopie 02/779.59.00
occupation@infonie.be

OCCUPATION D'UN NOUVEAU CENTRE SOCIAL A BRUXELLES

Stratégies de résistance

Parallèlement à la mise en place de nos projets à long terme, il s'agit d'éviter, dans l'immédiat, un délogement brutal par les forces de l'ordre. Dans notre stratégie d'action, nous avons avant tout décidé de jouer la carte de la confrontation avec la sphère politique, plutôt que de faire pression sur le propriétaire. Ceci, parce que quelle que soit la réaction du propriétaire, c'est à la commune que revient la responsabilité de nous laisser tranquilles ou de nous jeter dehors. Dans le cas de l'immeuble de la Porte de Hal, notre adversaire direct est donc Charles Picqué, bourgmestre de la commune de Saint-Gilles et... chef de la police communale. Du côté propriétaire, la situation est plutôt à notre avantage car les informations dont nous disposons indiquent que celui-ci (domicilié actuellement à Hong Kong) n'est pas en odeur de sainteté à Bruxelles.

Les atouts dont nous disposons dans cette confrontation sont :

- **Le soutien des habitants du quartier**, à développer via des contacts individuels, des journées portes ouvertes et des initiatives telles que la saynète de théâtre-action sur le marché du parvis de Saint-Gilles. De ce côté, les choses évoluent bien, et des liens commencent à se tisser, tels ce groupe de jeunes du quartier venus faire du rap free-style ou ces deux gosses qui prennent l'initiative de déblayer une pièce pour y installer une bibliothèque.

• **Le soutien d'associations et d'individus mobilisés** par une campagne de communiqués via fax et courriers électroniques. Quelques associations et bon nombre d'individus ont réagi positivement, en exprimant leur sympathie et leur crainte d'une expulsion violente par fax auprès de la commune.

• **L'information la plus large** par communiqués, conférences de presse et diffusion des lettres adressées à la commune. Au niveau presse, nous avons profité, au début de l'occupation, du calme informatif du week-end de Pâques, ce qui a permis à notre action de monter comme une bulle d'air dans la vase médiatique.

De ces trois leviers de pression, le plus difficile à manœuvrer est, sans conteste, celui des médias. C'est un pari, car il nous faut rester maîtres de notre message et notre image, malgré sa digestion journalistique. À ce sujet, rien n'est gagné : pour preuve, certains reportages et articles qui donnent de nous une image de camp boy-scout, en fiesta permanente, dans une épave urbaine. Non, nous ne sommes pas de gentils zozos sympathiques : notre projet est culturel, social mais aussi... politique ! C'est un projet de résistance et de rupture avec la logique libérale qui cannibalise nos vies.

Cette stratégie devrait nous permettre d'établir un véritable rapport de force avec les autorités, qui en cette saison pré-électorale sont toujours sensibles à ce qui pourrait abîmer leur image sociale dans les sondages...

Claudio

***EN MOUVEMENT / BRUXELLES / COLLECTIF
SANS NOM***

Chronique d'une occupation annoncée

**Le vendredi 10 avril, le Collectif sans nom
investit ce qui doit devenir le nouveau Centre
Social**

au 2-4 avenue de la Porte de Hal à Bruxelles...

Préparatifs

Après l'expulsion le 20 février 98, des occupants de l'ancien siège des Mutualités Socialistes (rue Philippe de Champagne) et leur manif du lendemain, avortée par la police de Bruxelles, la volonté reste néanmoins affirmée parmi les activistes du Collectif Sans Nom de réoccuper un nouvel immeuble.

Fin février et le mois de mars sont bien remplis : réunions de préparation de l'action, séances de réflexion sur notre pratique (notamment avec Miguel Benasayag (1) du Collectif Malgré Tout...). Nous collectons également photos, dessins, textes croqués sur le vif lors de l'occupation des Mutualités Socialistes, bulletins d'humeur et pamphlets théoriques, poésies et chansons dans un journal : Paroles Nomades (2).

La maison enfin choisie et visitée, c'est au tour des stratégies, et au fond de notre cave/centre nerveux, le projet se profile enfin. Le premier week-end se doit d'être festif et dépourvu de temps morts. Tout le programme que ces messieurs de la flicaille et leurs commanditaires ont écrasé de leurs bottes à Philippe de Champagne se doit d'être là dans ce nouveau bâtiment réapproprié.

Okupa ! Resista !

• **Vendredi 10 avril.** À 17 heures, une centaine de personnes entrent dans l'ancien hôtel de maître qui se trouve en face de la Porte de Hal. Les calicots disent Cette maison est vide depuis trop longtemps - Centre Social - Ici et Maintenant, notre action est pleine de sens ! Après la première Assemblée à 19 heures, commence la fête qui dure jusque très taaard !

• **Samedi 11.** Matinée de nettoyage et journée culturelle. Le Collectif Ici et Maintenant (photo) expose ses œuvres dans diverses pièces du bâtiment. Anouk et Florian exposent leurs gravures, Bernard L. et Jean Yves T. exposent leurs toiles. Les gens visitent. Vers 16h30, le Centre Social a droit, pour la première fois à la visite de la police de Saint-Gilles qui se montre malpolie, voire agressive, sans pour autant perturber les activités. Représentation de la pièce Escorial de Michel de Ghelderode par la Compagnie de Loin, concert de guitare du groupe flamand Brake suivi d'un concert de RaggaMuffin'. Se tient également l'Assemblée quotidienne. Plus tard, sont projetés des films et une soirée afro-raï-rap-reggae assure l'ambiance. Cette journée chargée aura attiré environ 250 personnes.

• **Dimanche 12.** À 4h30, vers la fin des festivités, une vingtaine de policiers veulent pénétrer dans le Centre Social sous prétexte d'un incendie. Seraient-ce les flammes des bougies qui nous éclairent, qui les inquiètent ? L'accès leur est naturellement refusé. Réponse de la police : coups de pieds et de matraques dans les vitres des portes d'entrée, injures et gaz lacrymo' répandu dans tout le rez-de-chaussée. L'accrochage dure un quart d'heure, après quoi la police, qui n'a pas réussi à rentrer dans le bâtiment, quitte les lieux. Première vague d'attaque héroïquement repoussée.

L'après-midi présente heureusement une ambiance diamétralement opposée. La bonne humeur accompagne les activités pour enfants et le goûter avec les voisins.

Celles-ci sont suivies d'une lecture des poésies de Tom, et d'un concert de Christiane Stéfanski. La police réapparaît brièvement à l'entrée. Elle nous soupçonnerait de forer un trou dans le mur mitoyen... pour piller la banque adjacente. Bonne idée, merci. Le soir, Assemblée, resto' populaire et projections.

• **Lundi 13.** Dans l'après-midi, se tient une rencontre Carrefour des Luttes. Différents collec-tifs, individus, associations présentent leurs actions. L'accent est mis sur les connexions qui existent, ou qui sont à créer entre le champ social, politique et culturel. Est également abordée la nécessité de remplir les brèches qui existent ou doivent être introduites dans la société dominante. Vers 17h30, on reçoit la visite d'un échevin de la commune qui tente de couvrir la bavure des flics dans la nuit de dimanche à lundi.

Vers 18h commence une soirée hip-hop avec les jeunes du quartier. Vingt minutes après, les keufs sont de nouveau à la porte pour "prendre les identités des responsables" car les occupants auraient jeté des pots de fleurs sur leurs têtes pendant la petite escarmouche. Bonne idée. Cependant les flics se montrent tellement agressifs qu'on est contraint d'interrompre et d'annuler la soirée. Un des groupes jouera a cappella dans le bar.

• **Mardi 14.** La presse visite le Centre Social. Un responsable de l'agence immobilière qui gère le bâtiment passe également, la présence des occupants semble l'amuser. Courte visite du service d'hygiène, qui n'entre pas, car il ne sont pas en possession d'un mandat. L'après-midi appartient aux créateurs du Collectif Sans Nom. Des dessins, des affiches, des textes et photos naissent.

Le soir, Assemblée, resto populaire et projection de film. Une journée paisible. Bar, comme tous les soirs, amenant rencontres et discussions, chaque jour des nouvelles têtes, remplies de projets. L'endroit mort hier, revit... tout est dans l'instant. Petite bulle de résistance perméable une étiquette éternité plaquée dessus. Qui l'a collée... Ici et maintenant on le sait. C'est nous...

• **Mercredi 15, jeudi 16, vendredi 17.** Journées Porte Ouverte (3) des collectifs du Centre Social. Des individus et des représentants d'assos' passent, discutent... La production d'affiches, de textes et de dessins continue. Deux nouveaux collectifs se créent : Ateliers BD et théâtre-action. Assemblée et projections... Le temps passe, on craint une expulsion, alors, on fait preuve d'une imagination débridée, stratégies de dissuasion "passive" au cas où... Un Collectif chants révolutionnaires semble naître des cendres et des vapeurs du fond du bar.

Théâtre-action en représentation sur le parvis de Saint-Gilles vendredi matin, pour raconter notre action en couleurs.

Au plaisir...

Ici s'achève la petite chronique puisqu'en ce jour nous en sommes là. Un Centre Social est né et dès les premières heures, c'était la pleine ébullition. Un espace libéré, un havre de vie au beau milieu d'un système entièrement voué, comme l'explique si bien Chiquet Mawet, au culte de la mort.

Évidemment, nous avons pris pour l'instant une optique de résistance aux autorités qui pourraient organiser... un délogement. Et, on l'imagine, pas à la loyale, les yeux dans les yeux, mais de manière détournée : il leur suffit de jouer sur les mots d'un rapport sur la salubrité des lieux. Quand on sait qu'une douche dans une cuisine est un des critères pris en compte, imaginez ce qu'on peut dire d'un immeuble vide depuis 1989. Cette attitude de résistance bouffe énormément d'énergie.

Mais on est là, on s'accroche... Créons l'autrement ! Multiplions les initiatives ! Et au

plaisir !

Nisse, Claudio et Cataline

Collectif Sans Nom

2-4 av de la Porte de Hal 1060 Bxl

tél 02/503.39.98, télécopie 02/779.59.00

écrire au Centre Social

Visiter le site du Centre Social

- 1) Pour une nouvelle Radicalité, La Découverte, 1996.
- 2) Pour un exemplaire de Paroles Nomades, écrivez au collectif ou demandez le via la rédaction d'AL.
- 3) Bien qu'elle le soit toujours, ouverte, la porte ; si ce n'est quand on dort et lors des passages des forces de l'ordre.

NON AU 342 (324 bis)

Non au délit d'appartenance

L'article 342 du Code pénal voté par la Chambre mais refusé au Sénat a été "relifté" et s'appelle désormais 324 bis, lequel reprend, en l'atténuant, la définition d'organisation criminelle. À cette définition s'ajoute le tarif des infractions et notamment l'article 324 ter, lequel stipule : "Toute personne qui, volontairement et sciemment, fait partie d'une organisation criminelle, est punie d'un emprisonnement de un à trois ans et d'une amende de 100 à 5.000 francs (X 200) ou d'une de ces peines seulement, même si elle n'a pas l'intention de commettre une infraction dans le cadre de cette organisation ni de s'y associer d'une des manières prévues par les articles 66 et suivants".

Grâce à cet article, celui qui n'a rien fait, celui qui n'en avait même pas l'intention, peut être condamné comme simple membre ("volontaire et scient", évidemment) d'une organisation. Il suffit simplement que ladite organisation soit qualifiée de criminelle.

Mais qui va apprécier si une organisation est criminelle ? Le Tribunal ? Peut-être. Si le dossier arrive jusqu'à lui. Les gendarmes ? Certainement. Dans le cadre de

**Demandez-nous des exemplaires de ce tract pour diffuser
autour de vous.**

**Faites signer par votre section syndicale ou votre
association
la motion contre le 3452 (324bis) que nous avons éditée.**

**Invitez un membre de notre groupe à venir vous parler
du projet 342 (324bis) et des moyens de riposter.**

**Groupe du refus
de l'article 342 (324bis)
48 rue Saint-Léonard
4000 Liège
04/227.59.59**

AL 202 - LIBERTAIRES EN MOUVEMENT

Le Centre Anarchiste de Gand

**La Communauté Économique Anarchiste
est une des composantes du milieu libertaire de Gand,
aux côtés des squats, du Collectif Anarchiste (un groupe d'étudiants)
et de l'ABC Gent, une librairie / office de distribution de publications...**

Dès l'été 92, à sa fondation, le projet de l'Anarchist Economic Community (AEC) était de fournir une alternative concrète, même à une échelle modeste, à l'énorme et monstrueuse Communauté Économique Européenne. Parallèlement à l'action directe, à la collecte et à l'échange d'informations, nous pensions que les libertaires se devaient d'introduire dans leurs pratiques quotidiennes les idées qu'ils défendent (y compris sur le terrain économique).

Inutile donc d'attendre un fantasmagique grand soir, la révolution se joue ici et maintenant.

Dès l'origine, l'AEC se voulait une expérience de vie où nous voulions travailler ensemble, nous réapproprier le pouvoir sur nos existences en cassant les barrières artificielles entre sphères économique, politique et privée...

En pratique, cela s'est traduit par la constitution d'un réseau de groupes de travail, organisés selon des principes anarchistes/fédéralistes (absence de hiérarchie, valorisation de l'autonomie autant que de l'aide mutuelle), ayant tous pour objectif commun d'œuvrer à l'épanouissement d'une communauté autogérée, socialement et écologiquement saine.

Les groupes de travail sont les suivants • un collectif jardinage (un grand potager urbain produit des légumes qui, quand ils ne sont pas mangés par les lapins, sont distribués) • un collectif alimentaire (l'achat collectif de nourriture de qualité permet de faire baisser les prix) • une cuisine mobile (support logistique à des groupes d'action pendant des campagnes d'agitation ou des grèves...) • un collectif de conditionnement d'aliments (production de marmelade et vin à partir de fruits) • une cuisine populaire (repas végétarien une fois par semaine suivi de rencontres conviviales au bar). D'autres projets ont été imaginés, mais n'ont jamais vraiment démarré : des initiatives de co-voiturage ou de récupération de vêtements par exemple...

Un projet qui démarre fort

Les trois premières années (92-95), la Communauté Économique Anarchiste s'est relativement bien développée. Malgré les hauts et les bas propres à ce genre d'initiative, nous avons loué ensemble une maison et y avons installé notre cuisine collective.

L'énergie du projet a attiré beaucoup de monde et la maison est devenue un endroit de rencontres et de débats où d'autres actions pouvaient voir le jour... Dans le sillage des repas hebdomadaires, un groupe de femmes s'est constitué, ce qui a induit la mise sur pied d'un... groupe d'hommes. D'autres personnes, intéressées par l'anarcho syndicalisme ont réfléchi à la création d'une section locale de la Confédération Autonome des Travailleurs (CAT), d'autres encore ont constitué un groupe de soutien aux réfugiés. Durant cette période, nous avons également établi des contacts internationaux (notamment grâce à Internet, à l'assistance aux réfugiés, à la mobilité accrue des gens de la maison...). Ces évolutions, ainsi que les discussions et critiques permanentes, nous ont obligés à repenser les finalités et les stratégies du projet. Dès le début, certains d'entre nous avaient des doutes sur la possibilité de réaliser notre objectif initial. Elles et ils pensaient que nous avions trop d'illusions sur la réalisation d'une véritable autarcie éco-nomique. Comment être réellement indépendants de l'économie capitaliste omniprésente ? Comment s'autogérer sans faire de concessions au système et aux valeurs capitalistes ? Devions-nous, par exemple, payer certains volontaires, pour qu'ils ne dépendent plus de l'aide de l'État ? Qui, comment, et sur quelles bases les payer ? Quelle serait la relation de ces salariés avec le reste du groupe ? Comment prendre en compte notre opposition à des salaires de misère ?... Bref, les risques de récupération étaient toujours présents, et nous ne voulions pas finir dans le secteur alternatif des écolo capitalistes !

La critique de l'idéalisme

En pratique, la stratégie de l'étranglement - considérer l'AEC comme un nœud dans le développement d'un réseau qui étoufferait un jour l'économie capitaliste - était trop idéaliste. De toute façon, quelle est l'utilité d'une communauté économique indépendante en tant que telle ? L'AEC ne risquait-elle pas de devenir un îlot dans une mer de misère ? Abandonner une stratégie de confrontation offensive, ne serait ce pas, en fait, une attitude de repli face à la dure réalité de l'exploitation, de l'accroissement de la pauvreté, du racisme, de la répression... ? Une telle initiative ne nous menait-elle pas à une dépolitisation, plutôt qu'à une

radicalisation ? Enfin, ce projet n'était-il pas que le reflet des origines, valeurs et attitudes bourgeoises de plusieurs d'entre nous, et ne devrions-nous pas nous en détacher ?

En nous posant toutes ces questions, nous avons, en quelque sorte aussi, fourni des réponses qui s'élaboraient à partir de nos propres pratiques. Les différents collectifs qui se sont constitués aux marges de l'AEC - sans doute parce qu'ils n'y trouvaient pas leur place en son sein - n'étaient, ni plus ni moins, que l'expression de ces critiques. En tant que groupe, il nous fallait en prendre conscience.

Nous avons également ressenti dans ces débats, la nécessité de présenter un profil plus transparent afin de simplifier nos contacts avec les autres groupes, notamment étrangers. C'est à ce moment que nous avons décidé de changer le nom de notre groupe, la Communauté Économique Anarchiste devenant le Centre Anarchiste. Ce nom plus simple à été choisi pour la simple raison qu'il reflétait mieux qui nous étions et ce que nous voulions.

L'affirmation d'une identité

Cette période d'intenses discussions nous a permis de mieux affirmer ce que nous avons en commun : notre adhésion à l'anarchisme en tant que critique et alternative viable à la société existante. Sans occulter les différences qui existent toujours entre nous, nous ne voulons plus qu'elles nous divisent. Au contraire, le respect des différences étant, pour nous, une valeur centrale de l'anarchisme (ainsi que dans la vie en général), nous nous devons de rendre ces différences explicites, d'en discuter et de les surmonter. Concrètement, cela signifiait que nous devons avoir conscience de ces contradictions comme des interactions complexes qui existent dans la société. Selon nous, l'anarchisme a toujours essayé de saisir cette complexité, c'est autant une de ses forces qu'une de ses faiblesses...

Bien qu'historiquement l'anarchisme plante ses racines au XIXème siècle, dans les luttes de la classe ouvrière vers un idéal socialiste et que ses plus grands succès et défaites aient eu lieu dans le mouvement anarcho syndicaliste, notre courant de pensée s'est aussi construit dans la critique d'autres rapports de domination que ceux du travail/capital; par exemple, les relations homme/femme, enfant/adulte, noir/blanc (cette dernière seulement récemment de manière significative)...

Nous avons conscience que mis comme cela sur papier, cela paraît assez abstrait, nous espérons développer ces points de manière plus systématique dans un prochain texte. Ajoutons seulement qu'il ne s'agit pas seulement de lancer un simple appel à la tolérance, nous sommes tous conscients des aspects condescendants et répressifs de "la tolérance", ainsi que de "l'idéalisme" qui l'accompagne. Ce qui compte pour nous c'est de ne pas nous diviser sur des pétitions de principe. Nous avons vu trop d'exemples de sectarisme, de fragmentations sans fin, de scissions menant à la disparition des groupes... Nous voulons, au contraire, mettre en permanence l'accent sur ce qui nous est commun afin de nous réapproprier notre identité collective en nous plaçant dans un contexte historique. Tout ceci sans perdre de vue notre objectif, faire de l'anarchisme une force cohérente et de synthèse qui soit en mesure de peser sur la réalité.

L'unité dans la différence

Aujourd'hui, le Centre Anarchiste se veut une organisation qui incarne l'idée de l'unité dans la différence. Pour réaliser cet objectif, nous nous sommes organisés en créant un secrétariat, non pas un bureau centralisateur, mais un comité de coordination dont la mission principale est de promouvoir le dialogue, la communication et la coopération, ainsi que de fournir le support logistique indispensable et de renforcer et d'étendre nos relations avec l'extérieur.

L'AEC d'origine n'a pas disparu en tant que telle, mais s'est intégré dans la fédération locale

de groupes qu'est de fait le Centre Anarchiste. Il reste la base économique sur laquelle nous pouvons construire des actions politiques autonomes. Le Centre Anarchiste a donc rassemblé les différents collectifs de l'AEC (dont le groupe de soutien aux réfugiés et les autres collectifs de discussion).

Le groupe de soutien aux réfugiés

Connue en Belgique sous l'appellation de Loi Vande Lanotte (du nom du ministre de l'Intérieur social démocrate), à la fin 1995, un projet de nouvelle législation sur les réfugiés politiques était rendu public. Cette loi, directement inspirée de la logique d'exclusion définie par les accords de Schengen, fut fortement critiquée par la Ligue des Droits de l'Homme et d'autres associations de terrain. Dans la foulée, un Groupe d'action en faveur du droit d'asile était créé à Bruxelles et à Louvain (un collectif informel de l'AEC y participait). Immédiatement, ce groupe organisa des actions, débats, manifestations... dans le cadre de la plate-forme nationale contre le projet de loi, structure soutenue par près de 200 associations. Cette campagne culmina par une journée de solidarité nationale avec les réfugiés et les étudiants étrangers le 27 janvier 96, puis par une manifestation nationale à Bruxelles le 31 mars. Malgré l'importance de la mobilisation et de la couverture médiatique, loi Vande Lanotte fut votée le 6 avril 1996, après un toilettage de quelques amendements mineurs.

Comme souvent dans ce type de mouvement, la vague d'opposition s'est ensuite disloquée, mais au niveau local, des groupes et des individus continuaient leurs activités. À l'AEC, nous pensions qu'il fallait avant tout être actifs à la base tandis que la plate forme "officielle" était plus centralisatrice et récupérait la lutte des groupes locaux. Selon nous, il fallait constituer des groupes de base forts et surtout donner la parole aux réfugiés eux mêmes.

À Gand, nous nous sommes impliqués dans ces groupes locaux de soutien humanitaire. Nous avons établis des contacts personnels avec les réfugiés. Ces relations personnelles ont été, pour différentes raisons, très important tant pour les réfugiés que pour nous (rencontres avec des gens vivant d'autres réalités sociales et culturelles).

Lors de la Journée nationale de solidarité, nous avons rencontré des membres d'un groupe de réfugiés, Truth, et nous avons maintenu le contact par la suite. En mars 96, leur maison à Geel a été perquisitionnée par la police. Certains d'entre-eux ont été arrêtés, accusés d'aide à des immigrés clandestins... et libérés ensuite grâce à une forte opposition des groupes locaux. Nous avons publié un article et une interview sur ces événements dans le journal De Nar.

En août, lors d'une réunion à Gand, nous avons proposé à Truth de collaborer en mettant à leur disposition nos locaux de Gand ainsi que l'usage du bar une fois par semaine. Ils gardaient leur autonomie, ils restaient maîtres de leur orientation politique, mais nous avions l'occasion de débattre et discuter avec eux. Et depuis novembre 96, Truth anime, chaque vendredi, un bar réfugiés, le Farafina, qui rassemble beaucoup de monde. Sur notre proposition, Truth a également démarré la même initiative à Louvain, au bar Los Buenos.

Sans faire dans l'angélisme, il est évident que cette collaboration a été et reste une expérience nouvelle et parfois conflictuelle...

Les autres activités

Le 1er décembre 96, le groupe de soutien aux réfugiés a également participé, avec Truth, à la manifestation nationale des Sans-papiers à Paris, ainsi qu'à la conférence internationale du Réseau No Pasaran. Par ailleurs, nous avons été plusieurs fois à Lille en soutien (moral et matériel) aux grévistes de la faim, pour les rejoindre dans leurs manifestations, publier leur histoire. Également, quelques actions directes comme le 7 mars 97, le chahut de l'exposé de Vande Lanotte à l'université de Gand (un membre de Truth a fait une intervention et Vande

Lanotte a filé) ou le 1er mai 97 où, après la manifestation, montant sur scène, déroulant des banderoles, nous avons pris la parole pour dénoncer les contradictions entre la rhétorique internationaliste 1er mai et la réal politique social-démocrate du PS. Le 7 mai, nous avons occupé le bâtiment du Centre public d'aide sociale de Gand pour protester contre la décision de la ville de retirer l'aide sociale aux sans-papiers.

En avril, le Groupe d'action contre les expulsions a également animé une semaine d'actions à laquelle nous avons participé en organisant une journée à Gand avec Truth, le collectif des réfugiés de Gand, le Conseil africain et Open Gensen. Des camarades de l'Autonomo Centrum d'Amsterdam étaient présents tant à l'action qu'au débat et nous ont invités à Amsterdam pour une réunion qu'ils organisaient pendant le sommet européen de la mi-juin 97.

Le but de la réunion était de constituer un réseau européen pour mieux se battre contre la Forteresse Europe.

**Centre Anarchiste
1a Sparrestraat à 9000 Gand
Traduit par Claudio et remixé par Babar**

sans-logis sdf locataire occupation squatt

Le Comité des Sans-Logis a le plaisir de vous annoncer le lancement de son site Web

Ce site, résolument sans frames ni java, pour être accessible par tous, est destiné aussi bien à aider les personnes ayant des problèmes de logement (textes et conseils juridiques) qu'à informer les autres de nos revendications, aussi bien sur le logement, que sur les problèmes des jeunes de moins de 25 ans et les sans-papiers.

Il laissera surtout une grande place à l'actualité. Ainsi par exemple, vous y trouverez (en HTML) les différentes versions du texte de la loi contre les exclusions, montrant en détail les changements votés pendant les précédents débats, ainsi que nos commentaires.

Autre sujet d'actualité, la pétition lancée par le CdSL ayant pour but d'inscrire le droit au logement dans la constitution Française.

Webmasters, ce site remplaçant évidemment notre page sur le site de "l'appel des sans", nous vous remercions de penser à mettre à jour vos pages de liens.

Pour le CdSL, Jacques Belin

Comité des Sans-Logis / 3-5 rue d'Aligre 75012 PARIS / FRANCE

Tel : 33+ 1 40 19 98 83

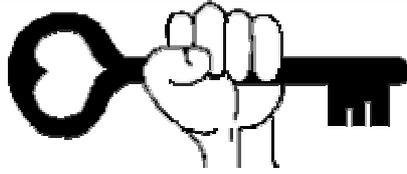
e-mail : cdsl@francenet.fr / web : <http://asso.francenet.fr/cdsl>

[Qui sommes nous ?](#)

[Que demandons nous ?](#)

[Agenda](#)

[Infos pratiques](#)



[Références](#)

[L'Actualité du CdSL](#)

[Quoi de neuf sur le site ?](#)

[Archives](#)

Comité des Sans-Logis

[Changeons la constitution !](#)

E-mail : cdsl@francenet.fr

[Crédits et remerciements](#)